13.—D'une manière générale les hypothèques ne diffèrent entre elles que par la naissance, par la cause qui les produit. Une fois engendrées et enregistrées, elles produisent à peu près les mêmes effets. En notre droit, l'hypothèque judiciaire résulte de certains jugements en vertu de la loi sans qu'il soit besoin de conclusions spéciales à cet effet dans l'action. Elle existe tant pour le demandeur qui réussit que pour le défendeur, qui fait renvoyer l'action, quant à ses frais, ou pour ce qu'il peut avoir obtenu en vertu d'une demande incidente ou reconventionnelle.

Cette hypothèque doit être rendue publique et bien qu'elle puisse affecter tous les biens du débiteur, elle n'affectera que ceux qui auront été spécialement désignés.

14.—Nous le verrons, l'hypothèque judiciaire résulte de certains jugements et d'autres causes, mais, pour produire tous ses effets, elle doit être enregistrée. C'est donc du caractère de ce droit enregistré qu'il est question ici.

Disons immédiatement que les caractères de l'hypothèque judiciaire ne diffèrent aucunement de ceux des hypothèques conventionnelles ou légales. Et pour trouver ces caractères, nous n'avons qu'à lire l'article 2016, déjà cité, et l'article 2017 du Code civil, que voici :

“L'hypothèque est indivisible et subsiste en entier sur tous les immeubles qui y sont affectés, sur chacun d'eux et sur chaque partie de ces immeubles.—L'hypothèque acquise s'étend sur toutes les améliorations et alluvions survenues depuis à l'immeuble hypothéqué.—Elle assure outre le principal les intérêts qu'il produit, sous les restrictions portées au titre DE L'ENREGISTREMENT DES DROITS RÉELS, et tous les frais encourus.—Elle n'est qu'un accessoire et ne vaut qu'autant que la créance ou obligation qu'elle assure subsiste.”(1)

Nous ne développerons pas au long cette partie de notre travail et nous nous contenterons d'une simple énumération, vu que ceci regarderait surtout une étude générale sur l'hypothèque.

(1) (C. C., 2247.—C. P., 804).